

**Delphine Chabbert** Secrétaire politique de la Ligue des familles

# La situation politique inquiète la Ligue des familles

**La rupture entre le CDH et le PS met à mal les négociations autour de certains grands dossiers tels que la régionalisation des allocations familiales, la mise en route du Pacte pour un enseignement d'excellence ou encore la réforme de l'accueil de la petite enfance. Au-delà des batailles politiciennes, ce sont les familles qui vivent à Bruxelles et en Wallonie qui risquent de payer une addition salée.**

Il reste deux ans à peine avant les prochaines élections. Deux ans pour faire aboutir des réformes essentielles au quotidien des familles. La Ligue des familles demande aux responsables politiques la formation des gouvernements wallon, bruxellois et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, avant le 21 juillet 2017. Les enjeux sont trop importants pour s'enliser dans une longue crise en affaires courantes.

C'est peu de dire que nous avons été surpris, groggy même

à l'idée des impacts sur les dossiers que nous suivons : allocations familiales, logement, crèches, école... Et puis une incompréhension, pour ne pas dire une indignation, face à un monde politique déconnecté des besoins réels des citoyen(ne)s, des parents et des enfants. La Ligue des familles n'a pas pour habitude de commenter les manœuvres politiciennes. Aujourd'hui, nous nous sentons obligés de réagir. Puisque les politiques ne parlent plus des gens, c'est à

l'associatif de le faire et de rappeler à nos élus leurs responsabilités.

## **Allocations familiales : l'inquiétude**

Le transfert des allocations familiales est sur de bons rails en Wallonie, Flandre et Communauté germanophone. À Bruxelles par contre, c'est la grande inconnue. Un accord politique est attendu depuis des mois. À ce jour, aucun accord sur le futur modèle, pas d'arrêtés pour la mise en route du futur organe de gestion des allocations familiales (Iriscare), pas d'accord sur les circuits de paiement et rien sur la création de la future nouvelle caisse publique. Des mois de négociations entre 6 partis et 2 ministres et nous n'en sommes nulle part. Aujourd'hui, sans majorité capable de prendre, enfin, des décisions, la Région sera-t-elle en mesure de garantir la continuité de paiement de ces allocations pour les familles bruxelloises ? Pourra-t-elle tenir le timing prévu par les 3 autres entités d'un basculement au 1<sup>er</sup> janvier 2019 ? Quid si elle n'y arrive pas ? Nous sommes passés d'une préoccupation certaine à une immense inquiétude. Dans tous les cas, la Ligue des familles ne tolérera aucun retard de paiement et pas une seule perte d'argent pour les familles suite au transfert.

En Wallonie, la situation est mieux avancée. Il reste tout de même un décret à voter, initialement prévu avant le 21 juillet, pour couler dans le bronze l'ensemble des modalités du trans-

fert et du futur modèle d'allocations familiales pour les familles wallonnes. De nouveau, tout retard pourrait être préjudiciable pour les familles.

## **Accueil de l'enfance : à quand la grande réforme ?**

Qui sait qu'un projet de réforme de tout le secteur de la petite enfance, travaillé depuis plus de deux ans par le secteur et débattu politiquement depuis peu, était sur le point d'être conclu ? La Ministre Gréoli (CDH) devait déposer une note au gouvernement dans les prochains jours pour engager cette vaste réforme. Et maintenant ? Les enjeux sont tout aussi importants que ceux abondamment débattus autour du Pacte d'excellence. Manque de places, coûts exorbitants pour les parents, formation des professionnels, modalités d'inscriptions, simplification et viabilité des structures d'accueil... Nos inquiétudes sont immenses sur ce dossier.

Autre sujet, la mise en place (enfin !) d'un vrai statut pour les accueillantes d'enfants. Reporter l'aboutissement de ces négociations est inadmissible. Des dizaines d'accueillantes mettent la clé sous la porte, aggravant ainsi la pénurie de places d'accueil pour les enfants.

Enfin, nous attendons résolument les arrêtés d'exécution pour les milieux d'accueil sauvages à Bruxelles. Il en va de la sécurité quotidienne d'enfants accueillis dans des crèches non contrôlées. Les dernières situa-

tions dramatiques relayées dans les médias ne peuvent rester plus longtemps sans réponse.

## **Logement : quid de la régionalisation du bail ?**

Depuis des semaines, les débats sont vifs au parlement bruxellois sur la régionalisation du bail : garanties locatives, grilles indicatives de loyers, outils de lutte contre les discriminations envers les allocataires sociaux, les femmes seules avec enfants ou des personnes issues de l'immigration. Alors quoi

maintenant, on recommence tout à zéro ? Inadmissible. Autre dossier, les garanties locatives. Une ordonnance qui prévoit la création d'un Fonds (Brugal) a été conclue à Bruxelles. Or, sans arrêtés d'exécution, ce Fonds n'existera pas, laissant les familles les plus en difficulté sur le carreau.

## **École : mettre en œuvre le Pacte d'excellence !**

Tuer le pacte, c'est repartir pour des dizaines d'années d'immobilisme avec une école qui dysfonctionne structurellement et qui laisse de côté trop d'enfants en échec. Nous demandons la poursuite et la mise en œuvre effective de cette vaste réforme, imparfaite mais nécessaire.

Aujourd'hui nous lançons un appel à la responsabilité politique de l'ensemble des partis qui discutent de l'avenir des familles vivant à Bruxelles et en Wallonie. Au fond, nous leur demandons une chose assez simple : ne pas les oublier. ■